



Règlement de la Consultation - R.C. -

Travaux de restauration de ripisylve de cours d'eau

Concernant les cours d'eau du Glévert et de la Benaize en Haute-Vienne

Pouvoir adjudicateur : Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Travaux de restauration de la ripisylve des cours d'eau du Glévert et de la Benaize

<u>Pouvoir adjudicateur :</u>	Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents Monsieur BOURDET Jean-Pierre (Président) Tél. : 05 55 76 20 18 23, avenue de Lorraine 87 290 CHATEAUPONSAC
<u>Objet du Marché :</u>	Travaux de restauration de la ripisylve des cours d'eau du Glévert et de la Benaize en Haute-Vienne
<u>Date limite de réception des offres :</u>	20 Septembre 2018 à 12 H 00
<u>Mode d'expédition des dossiers :</u>	Les offres devront être expédiées par lettre recommandée avec accusé de réception ou remises contre récépissé.
<u>Délai de validité des offres :</u>	Le délai de validité est fixé à 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des offres.
<u>Document à prendre en compte :</u>	Les documents à prendre en compte sont ceux contenus dans le présent dossier.

Les soumissionnaires sont réputés avoir pris connaissance de ces documents et en accepter leur contenu dans leur totalité.

SOMMAIRE

Article 1^{er} : Objet de la consultation	1
Article 2 : Conditions de la Consultation	1
2.1 Étendue de la Consultation et mode de passation	1
2.2 Décomposition en lots	1
2.3 Compléments à apporter aux Cahiers des Charges	1
2.4 Variantes	2
2.5 Négociation	2
2.6 Délai de validité des offres	2
2.7 Délai d'exécution des travaux	2
2.8 Modifications de détail du dossier de consultation	2
2.9 Mode de règlement du marché	2
2. 10 Unités monétaires	2
Article 3 : Présentation des offres	3
Article 4 : Jugement des offres	3
Article 5 : Conditions d'envoi et de remise des offres	4
Article 6 : Renseignements complémentaires	5

Article 1^{er} : Objet de la Consultation

La présente consultation a pour objet des travaux de restauration de ripisylve des cours d'eau du Glévert et de la Benaize en Haute-Vienne ; dans le cadre du Contrat Territorial Milieux Aquatiques sur les bassins versants de l'Asse, la Benaize, le Bel Rio, le Narablon et le Salleron, sur la période 2017-2021.

Les prestations demandées sont celles définies dans le cahier des charges (CCAP et CCTP) joint au présent règlement de la consultation.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 Etendue de la consultation et mode de passation

Le présent marché est passé en procédure adaptée par application de l'article 28 du code des marchés publics.

Chaque candidat doit présenter une offre conforme à l'objet de la consultation. Le marché sera conclu à l'entreprise générale, selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec une entreprise unique,
- soit avec un groupement d'entreprises

2.2 Décomposition en lots

Le marché se décompose en deux lots :

- 1) Lot n°1 : « Restauration de la ripisylve sur le cours d'eau du Glévert »,
- 2) Lot n°2 : « Restauration de la ripisylve sur le cours d'eau de la Benaize »,

Il est laissé également la possibilité de répondre aux deux lots simultanément sur une offre unique, intitulée « Lot unique »

2.3 Compléments à apporter au Cahier des Charges

Dans les cas où la rédaction de ce document leur semblerait anormale ou ambiguë, il leur appartiendra de le signaler au pouvoir adjudicateur qui précisera éventuellement les points évoqués à l'ensemble des candidats.

Ils acceptent sans modification les Cahiers des Charges.

2.4 Variantes

Les candidats pourront soumettre toute variante par rapport à l'objet du marché, qu'ils jugent utile, dans leur offre. Ils devront alors remettre à l'appui de leur offre un maximum de détails et d'indications permettant de juger la validité de la variante.

En tout état de cause, les candidats doivent présenter une proposition conforme à la solution de base.

2.5 Négociation

S'il le juge nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres soumises par le(s) prestataire(s).

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé en tête du présent document. Il court à compter de la date fixée pour la remise des offres.

2.7 Délai d'exécution des travaux

La date prévisible de début des travaux est fixée par un ordre de service qui sera fournie par le maître d'ouvrage.

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.8 Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail du Dossier de Consultation des Entreprises.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.9 Mode de règlement du marché

Le règlement sera effectué par mandat administratif. Les bureaux d'étude devront donc fournir un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ou Postal (RIP).

2.10 Unités monétaires

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des « nets à payer », etc.) est appelée monnaie de compte dans l'ensemble des pièces du présent dossier.

L'unité monétaire, dans laquelle chaque candidat ou sous-traitant souhaite être réglée, est appelé monnaie de règlement dans l'ensemble des pièces du présent dossier.

Le pouvoir adjudicateur choisit comme monnaie de compte et de règlement l'Euro.

Article 3 : Présentation des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les offres seront transmises sous pli cacheté contenant les pièces suivantes datées et signées :

1) Les justificatifs de qualité et de capacité en application de l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Déclaration du candidat
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et ceux concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Le candidat susceptible d'être retenu aura à produire les documents suivants :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations compétentes prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales ;
- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Une attestation d'assurance

2) Le(s) acte(s) d'engagement (AE) dûment complété, daté et signé par les représentants de toutes les entreprises ayant vocation à être titulaires du marché ;

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement pour les sous-traitants désignés au marché.

Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant de la présentation qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter éventuellement en nantissement ou céder.

3) Le Cahier des charges à accepter sans aucune modification, signé et revêtu de la mention « Lu et approuvé » ;

4) Un Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) dûment complété pour chaque lot et/ou l'offre unique, daté et signé ;

Ce document est une description et une estimation détaillée comportant toutes indications permettant d'apprécier les propositions de prix. Il devra en outre faire apparaître le prix unitaire des prestations proposées et aura valeur contractuelle.

5) Un mémoire technique descriptif indiquant les modalités techniques d'intervention, les moyens humains et matériels affectés au chantier, les techniques employées et leur adaptation aux spécificités du terrain (notamment zones humides ou espaces sensibles), l'utilisation de produits biodégradables, et tout autre élément permettant de préjuger de ses capacités à exécuter la prestation conformément au CCTP.

Le mémoire est un élément important permettant de juger de l'offre notamment sa valeur technique.

La dernière page de chaque document recevra le cachet de l'entreprise et sera dûment datée et signée.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Ces pièces seront à produire dans un délai de 15 jours à compter de la date de demande par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 : Jugement des offres

La sélection des candidatures se fait au vu des pièces produites dans les conditions prévues à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ; Au vu des capacités techniques, financières et professionnelles des candidats, les candidatures peuvent être éliminées.

La commission d'appel d'offre choisit l'offre qu'elle juge la plus intéressante. La sélection des offres s'effectuera selon 3 critères :

1. Le critère coût des prestations (CP)
2. Le critère valeur technique (VT)
3. Le critère performances en matière de protection de l'environnement (PMPE)

Les notes prendront des valeurs de 0 à 4. La note 3 correspondra à la valeur espérée. La note 4 sera la meilleure. La note 0 sera la moins bonne et éliminatoire.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur du marché se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration de prix, qu'elle estimera nécessaire.

Les 3 critères de sélection des offres seront pondérés selon la formule mathématique :

$$\text{Note finale} = (2 \times \text{CP}) + (1,5 \times \text{VT}) + (1 \times \text{PMPE}),$$

Les offres seront ordonnées par note décroissante.

Au terme de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres retiendra l'entreprise aux offres ayant obtenu la plus grande note.

En cas de discordance constatée dans l'offre d'une entreprise, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix du DQE (colonne « prix unitaires ») prévaudront toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition, ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées, et pour le jugement des offres, c'est le montant du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition, ou de report qui seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un bureau d'étude, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entreprise est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée comme non cohérente. La commission d'appel d'offres se réserve le droit de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

Article 5 : Conditions d'envoi et de remise des offres

Les offres seront transmises sous pli cacheté et l'enveloppe portera les mentions suivantes :

Adresse :

<p style="text-align: center;">Monsieur le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents 23, avenue de Lorraine 87290 CHATEAUPONSAC</p>

Mention :

**« Travaux de restauration de la ripisylve sur les cours
d'eau du Glévert et de la Benaize »**

Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis

Elles seront envoyées par pli recommandé avec accusé de réception ou déposées au siège du SMABGA contre récépissé, au plus tard le **20 Septembre 2018 à 12 h 00**.

Article 6 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser au plus tard dix jours avant la date limite de remise des offres une demande à :

Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents

Tél. : 05 55 76 20 18

smabga@sfr.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier.